



Drealab  
2105'13 HJ → N2

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

AP Comp 07/5/2013

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS DES ALPES-MARITIMES**  
service environnement

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

Société GARAGE DES OLIVIERS  
223, route de Pégomas - 06130 Grasse

Arrêté préfectoral complémentaire  
relatif au renouvellement de l'agrément n° PR 0600007 D

N° 14309

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement, livre V, titre I, notamment ses articles L. 516-1, L. 541-22, R. 512-31, R. 515-37 et R.516-1 ;
- VU le code de l'environnement, livre V, titre IV, notamment ses articles R. 543-153 à R.543-171 ;
- VU l'arrêté ministériel en date du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage;
- VU l'arrêté préfectoral n° 12771 du 9 septembre 2005 autorisant la société GARAGE DES OLIVIERS à exploiter une installation de démontage de véhicules hors d'usage à Grasse, 223, route de Pégomas ;
- VU l'arrêté préfectoral du 7 mars 2007 portant agrément n° PR 06 00007 D pour une durée de six ans de la société GARAGE DES OLIVIERS sise 223, route de Pégomas à Grasse, pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage;
- VU l'arrêté préfectoral du 6 mars 2013 prorogeant l'agrément susvisé pour une durée de deux mois ;
- VU la demande en date du 16 juillet 2012, complétée le 23 novembre 2012, de la société GARAGE DES OLIVIERS en vue d'être à nouveau agréée pour l'exploitation de son installation de démontage et de dépollution de véhicules hors d'usage 223, route de Pégomas à grasse ;
- VU l'engagement en date du 20 février 2013 de la société GARAGE DES OLIVIERS à respecter les obligations du cahier des charges mentionnées dans l'arrêt ministériel susvisé du 2 mai 2012 ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 7 mars 2013 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en sa séance du 29 mars 2013 ;

**CONSIDERANT** que la demande de renouvellement d'agrément présentée par la société GARAGE DES OLIVIERS comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article R.515-37 du code de l'environnement et à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé ;

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

**ARRETE**

**Article 1 :**

La société GARAGE DES OLIVIERS est agréée pour effectuer le démontage et la dépollution des véhicules hors d'usage sur le site qu'elle exploite 223, route de Pégomas - 06130 Grasse, sur la parcelle cadastrale 207 - section EN.

L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la notification du présent arrêté, sous réserve :

**Article 2 :**

La société GARAGE DES OLIVIERS est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

**Article 3 :**

La société GARAGE DES OLIVIERS est tenue d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation, le numéro de son agrément et sa date de fin de validité.

**Article 4 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nice :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée ;

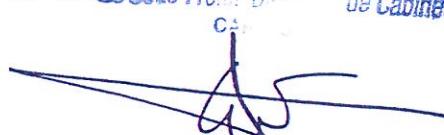
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**Article 5 :**

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Grasse où il pourra être consulté;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Grasse pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité étant dressé par les soins du maire;
- le même extrait sera en outre, affiché par le pétitionnaire dans son établissement;
- un avis est inséré par les soins du préfet des Alpes-Maritimes et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

**Article 6 :**

Le Secrétaire Général de la préfecture des Alpes-Maritimes et le Chef de Groupe de l'Unité Territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie est notifiée au sous-préfet de Grasse, au sénateur maire de Grasse et à la société GARAGE DES OLIVIERS.

Fait à Nice le 07 MAI 2013  
Pour le Préfet des Alpes-Maritimes  
de Cabinet  
  
Jean-Eric WINCKLER